



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la Coordination et du  
Soutien Interministériels  
Bureau de l'environnement**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° E359 du 26 MARS 2026  
encadrant un plan d'actions, avec échéance, pour la réalisation d'aménagements de  
filtration en sortie de la chaudière biomasse  
sur le site exploité par la Société ALLIN**

**La Mothe-Michel  
79270 LE VANNEAU-IRLEAU**

Le préfet des Deux-Sèvres,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement et en particulier l'article R. 181-45 ;

**Vu** le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexé à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la Protection de l'Environnement prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations ;

**Vu** le décret du président de la République du 18 octobre 2023 nommant Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

**Vu** le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

**Vu** le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 4342 du 7 avril 2005 relatif à l'exploitation d'une usine de fabrication de contreplaqué sur la commune du Vanneau Irleau, demande présentée par la société ALLIN ;

**Vu** l'arrêté portant enregistrement des installations exploitées par la société ALLIN sur son site du Vanneau Irleau en date du 3 août 2021 actualisant les prescriptions applicables à l'établissement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

**Vu** le rapport de mesures des rejets atmosphériques du 14 février 2019, réalisé par l'APAVE (ref 18573142-1) ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées référencé 0007202925/JPG/2024/28, consécutif à la visite d'inspection du site ALLIN au Vanneau Irleau, du 20 juin 2024 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 26 février 2025 portant mise en demeure à l'encontre de la Société ALLIN, pour son site exploité à La Mothe-Michel, 79270 LE VANNEAU-IRLEAU ;

**Vu** le courrier de la société ALLIN, en date du 27 février 2025, proposant à Madame la Préfète des Deux-Sèvres une échéance au 30 septembre 2026, pour installer un équipement de filtration adapté en sortie de la chaudière biomasse de l'usine ;

**Vu** le rapport d'inspection et les propositions en date du 19 décembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 23 décembre 2025, l'invitant à formuler ses éventuelles observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant ;

**Considérant** les nuisances occasionnées au voisinage par la société ALLIN sur son site du Vanneau Irleau (rejets de poussières) ;

**Considérant** que le rapport de mesures des rejets atmosphériques de février 2019 fait apparaître des dépassements importants de la concentration moyenne en poussières ;

**Considérant** que la mise en place d'un équipement de filtration en sortie de la chaudière biomasse vise à atteindre la conformité réglementaire des rejets de poussières, en application des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 4342 du 7 avril 2005 ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> Plan d'actions**

La société ALLIN, dont le siège social est situé à La Mothe-Michel, 79270 LE VANNEAU-IRLEAU, réalise :

- avant le 30 septembre 2026, la mise en place d'un équipement de filtration adapté, en sortie de la chaudière biomasse de l'usine, visant à atteindre la conformité réglementaire des Valeurs Limites d'Émissions (VLE) des rejets de poussières, en application des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 4342 du 7 avril 2005 ;
- avant le 31 octobre 2026, une campagne de mesures des rejets atmosphériques, par un organisme agréé. Les résultats sont transmis, dès réception, à l'inspection des installations classées.

### **Article 2 Mesures compensatoires**

Dans l'attente de la mise en service de l'équipement de filtration, l'exploitant met en place toutes mesures compensatoires visant à réduire fortement les valeurs limites d'émissions de ses rejets en poussières totales.

Toute incinération des eaux d'encollage dans la chaudière est interdite.

### **Article 3 Obligation**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 4 Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 5 Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) » :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 6 Publicité**

Conformément aux dispositions des articles R.512-46-24 et R.181-44 du Code de l'environnement :

1° une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie du VANNEAU-IRLEAU et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie du VANNEAU-IRLEAU pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture ;

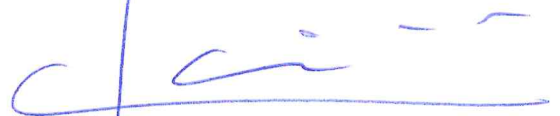
3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 7 Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, et le maire du VANNEAU-IRLEAU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société ALLIN.

Niort, le **26 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER